

Les Européens épargnent plus sans trop savoir comment investir

Les ménages ont privilégié les placements sans risque au premier trimestre, selon l'OEE.

Par Fabrice Anselmi 

Le taux d'épargne des ménages a progressé dans les six principaux pays européens au premier trimestre, selon l'Observatoire de l'Épargne Européenne (OEE). Il reste plus élevé en Allemagne (18,6% du revenu disponible brut) et en France (14,3%). Le taux de placements financiers a particulièrement augmenté chez les ménages belges (7,2%) et français (10,5%) qui se rapprochent doucement des Allemands (11,8%), mais reste très limité en Espagne, Italie et même Royaume-Uni (4%).

Dans le contexte de taux bas, les mé-

nages ont privilégié les placements liquides et sans risque de type monnaie et dépôts à vue (+8% sur un an glissant, à 8.538 milliards d'euros), particulièrement en Espagne et en Allemagne. Les encours de dépôts non transférables ont progressé de +4,4% sur un an dans les pays où l'épargne réglementée prédomine (France, Belgique, Royaume-Uni).

En perte de vitesse, les obligations détenues en direct (-10% sur un an, à 565 milliards), qui intéressaient historiquement surtout les Italiens et Belges (-80% sur cinq ans), et les actions cotées (-4% sur un an à 1.088 milliards). Les ménages ont pourtant de nouveau enregistré des gains sur leurs portefeuilles d'actions au premier trimestre, insuffisants pour faire oublier les pertes du quatrième trimestre 2018, sauf pour les ménages allemands, acheteurs nets d'actions sur la période (+5,5 milliards).

Les Européens se sont également détournés des fonds d'investissement (-1% sur un an, à 2.312 milliards) alors que

l'encours a progressé de +3% sur le trimestre sous l'effet des valorisations. Sur cinq ans, les Français ont beaucoup diminué leur encours de fonds (-18%, à 252 milliards).

Le montant moyen d'épargne accumulé sous forme de contrats d'assurance-vie et fonds de pension a augmenté significativement au premier trimestre (+3% sur un an, à 9.942 milliards), avec d'importants flux sur le trimestre (+76 milliards nets) en Allemagne, Royaume-Uni et France. Les ménages français ont acheté plus de 23 milliards sur ces produits (+7,5 milliards nets selon la FFA), dont un quart en unités de compte au lieu de 30% précédemment.

Enfin, les taux de placements non financiers sont stables depuis cinq ans, autour de 10% pour la Belgique, l'Allemagne et la France (seul pays en baisse au premier trimestre) quand l'Espagne recommence à attirer les épargnants sur les logements neufs, principaux actifs captés par cette mesure. ●



RENCONTRE D'ACTUALITÉ

ÉPARGNE SALARIALE & RETRAITE ENTREPRISE

À l'heure des dernières ordonnances 2019 de la loi Pacte et de la réforme des retraites, comment tirer parti de vos nouvelles obligations d'information aux salariés pour développer des dispositifs innovants et performants

JEUDI 17 OCTOBRE 2019

de 16h30 à 19h30 | Park Hyatt Paris-Vendôme | PARIS

En partenariat avec :









Avec le soutien de :




Infos et inscriptions sur www.agefi.fr/evenements

Les ménages français ont fortement épargné en début d'année, mais boudé la Bourse

 tradingsat.com/actualites/dossier/les-menages-francais-ont-fortement-epargne-en-debut-d-annee-mais-boude-la-bourse-877163.html

29 août 2019



(BFM Bourse) - Le taux d'épargne des ménages a progressé dans l'ensemble des pays de la zone euro au premier trimestre, montrent les derniers chiffres de l'Observatoire de l'Épargne Européenne, tiré par les placements sans risque en dépit de l'effritement des rendements. Si les ménages européens ont bénéficié de plus-values latentes de la Bourse en cette période, la valeur du portefeuille moyen détenu par les français a reculé, ces derniers ayant choisi de réduire leurs positions.

Le taux d'épargne des ménages a globalement progressé dans la zone euro au cours du premier trimestre 2019, indique l'Observatoire de l'Épargne Européenne (qui s'appuie que les chiffres des institutions comme la BCE). Avec 18,6% de leurs revenus mis de côté, les Allemands détiennent le record d'Europe. Mais les Français ne sont pas en reste avec un taux d'épargne de 14,3%. Quasiment trois fois plus que les Espagnols et les Britanniques.

Les placements financiers ont progressé dans la plupart des pays. Pourtant, dans un contexte de faiblesse de rémunération de l'épargne (le Bund allemand comme l'OAT 10 ans en France sont devenus négatifs), les ménages ont privilégié les placements liquides et sans risque. Ainsi, les avoirs des ménages en espèces et sur leurs comptes courants ont augmenté de 8% par rapport à l'année dernière, et de 51,5% sur cinq ans, note l'observatoire.

Les encours détenus sur les livrets d'épargne réglementés (comme les livrets A) ont progressé de 4,4%, une hausse portée par leur traditionnel succès en France, Belgique et Royaume-Uni. S'agissant des placements boursiers, les ménages européens ayant l'habitude de boursicoter ont enregistré des plus-values latentes sur leur portefeuille d'actions détenues en direct, mais ils en ont profité pour alléger leurs positions : à l'échelon européen, ils ont été vendeurs nets d'actions, sauf en Allemagne où les achats nets se sont portés à 5,5 milliards d'euros.

La valeur des fonds (comme les Sicav ou les FCP) détenus en direct par les ménages a aussi profité de la hausse des indices. Les ménages français sont les seuls à avoir vu baisser leur portefeuille par rapport au dernier trimestre 2018, principalement sous l'effet des ventes nettes (environ 13 milliards d'euros). Ainsi, la valeur de leurs portefeuilles a diminué de 6% en moyenne, quand dans les autres pays elle a augmenté de 5%.

Le montant moyen d'épargne accumulé sous forme de contrats d'assurance-vie et fonds de pension a, quant à lui, augmenté de 2,5%, essentiellement grâce aux nouveaux dépôts des Français, Allemands et Britanniques.

Guillaume Bayre - ©2019 BFM Bourse

Depuis janvier, les Français ont placé près de 17 milliards d'euros en assurance-vie

- Les Français ont placé 1,6 milliard sur des contrats d'assurance-vie en juillet.
- Il s'agit de la septième collecte nette depuis le début de l'année.
- La dynamique semble toutefois s'essouffler légèrement.

ÉPARGNE

Etienne Goetz
@etiennegoetz

Un sans-faute jusqu'à présent. Depuis le début de l'année, l'assurance-vie a connu une série de sept collectes nettes (cotisation moins prestations) positives consécutives. Encore en juillet, les Français ont placé près de 1,6 milliard d'euros, selon les chiffres publiés jeudi par la Fédération française de l'assurance (FFA). Cela porte le montant cumulé à 16,7 milliards sur sept mois, contre 14,2 milliards sur la même période en 2018.

L'assurance-vie conserve une courte avance sur l'autre placement chéri des Français, le Livret A et le LDDS, qui offrent aussi de la sécurité en période de turbulences sur les marchés financiers. Ils ont drainé ensemble 16,26 milliards d'euros entre janvier et juillet. L'encours des contrats d'assurance-vie s'élève à 1,754 milliards d'euros à fin juillet, en hausse de 2,7 % sur un an, contre 408 milliards pour le Livret A et le LDDS ensemble.

Contre-performance

Dans l'assurance-vie, la collecte nette de juillet est toutefois inférieure à celle de juin (2,4 milliards d'euros) alors que le premier mois des vacances d'été est traditionnellement porteur. Les salariés plaçant les primes reçues. Cette contre-performance s'explique par une plus forte hausse des retraits. Sur un an, les cotisations ont progressé de 800 millions d'euros, à 13,1 milliards, alors que les versements, eux, ont bondi de 1,8 milliard d'euros à 11,5 milliards.

« Les Français ont eu un comportement plutôt dynamique en juillet », commente Philippe Crevel, directeur du Cercle de l'Épargne, qui relève que les dépenses de consommation, notamment de biens d'équipement, ont elles aussi progressé en juillet. L'expert ajoute que juillet est crucial pour le marché immobilier.

Il attribue donc la hausse des sommes versées par les assureurs à un regain d'achats immobiliers et à une hausse des dépenses pour aménager les logements acquis.

La sécurité avant tout

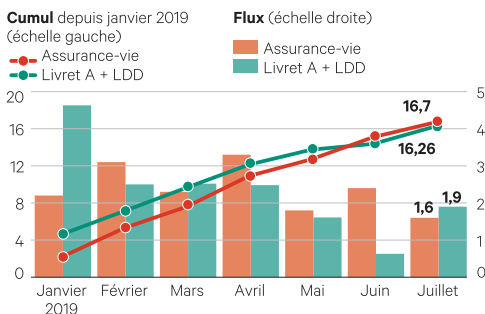
Comme d'habitude, les épargnants ont joué la carte de la sécurité. En effet, sur les 13,1 milliards d'euros de collecte brute, 10 milliards ont été versés des contrats en euros, moins rémunérateurs mais dont le capital est garanti, et seulement 3,1 milliards versés des unités de compte (UC), avec un meilleur rendement mais évoluant au gré des marchés financiers et donc plus risqué.

« Le taux d'unités de compte, autour de 23,6 %, est en retrait et aura du mal à repasser au-dessus des 25 % en raison de l'instabilité des marchés observée cette année », prédit Philippe Crevel. Il s'élevait encore à près de 29 % sur les sept premiers mois de l'année dernière. Avec les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, ainsi que les craintes de récession outre-Atlantique, les places financières ont été mises à rude épreuve, notamment en décembre dernier. « Avec l'assurance-vie, les épargnants plébiscitent la garantie », rappelle Philippe Crevel.

C'est aussi le constat de Swiss Life, dont les clients font preuve d'attentisme depuis les secousses de marchés de fin 2018. « Pour être tout à fait honnête, ils ont plus d'appétence à aller chercher de l'investissement non risqué », a indiqué jeudi Jean-Pierre Lassus, directeur financier de Swiss Life France. « Donc ils demandent plus du fonds euro que des unités de compte... ». Or l'assureur suisse privilégie justement ces produits, qui représentent 46 % de son chiffre d'affaires et sont plus rentables. « On a refusé de faire des affaires », précise le directeur financier. Dans un marché en croissance, Swiss Life a donc vu son chiffre d'affaires baisser de 3 % sur le premier semestre dans l'assurance-vie en France, à 1,7 milliard d'euros de primes collectées. ■

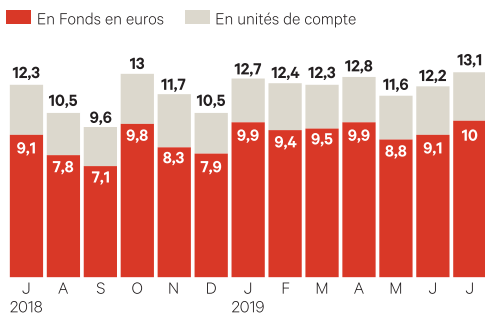
Les deux placements phares des Français au coude-à-coude

Collecte nette, en milliards d'euros



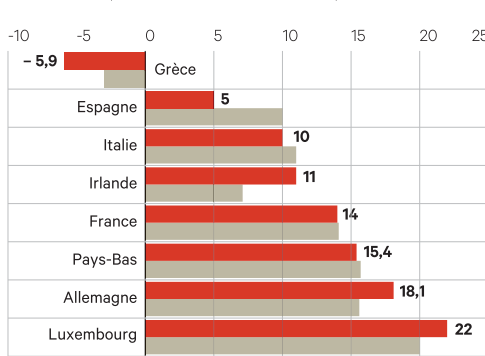
Assurance-vie : l'aversion au risque se confirme

En milliards d'euros



Baisse du taux d'épargne des ménages dans les pays de l'Europe du sud

En % Au premier trimestre 2019 (rouge) / Au premier trimestre 2015 (gris)



Les Luxembourgeois et les Allemands champions de l'épargne en Europe

Le taux d'épargne des ménages a progressé en zone euro, au premier trimestre 2019. En Allemagne, l'épargne atteint un taux record de 18,1 %, contre 14,3 % en France.

Les Luxembourgeois et les Allemands sont les champions de l'épargne en Europe. Ils affichent respectivement un taux d'épargne de 22 % et 18,1 % au premier trimestre 2019, selon les chiffres de la Banque centrale européenne (BCE). Les ménages français figurent aussi parmi ceux qui économisent le plus avec un taux d'épargne 14,3 %. En moyenne, ce taux atteint 12,4 % dans la zone euro. Les ménages de la zone euro ont économisé 2.600 euros au cours des quatre derniers trimestres, un niveau supérieur à la moyenne observée sur les cinq dernières années.

Ces taux très élevés s'expliquent par des facteurs économiques et culturels. Les ménages allemands et français sont intrinsèquement plus prudents et préparent leur avenir. De plus « avec le vieillissement de la population, en France comme ailleurs, les ménages anticipent une baisse du taux de remplacement et donc des retraites plus faibles. Le besoin de constituer une épargne supplémentaire pour préparer la retraite est donc plus important », explique Grégoire Naacke, directeur de l'Observatoire de l'épargne européenne (OEE).

Niveau stable en France

Les taux d'épargne et leur évolution sont assez disparates selon les pays. Certains connaissent des taux relativement stables, tandis que d'autres enregistrent des écarts au cours des dernières années. Ainsi, la Lettonie est passée d'un taux d'épargne négatif (environ -5 %), à un taux positif (3,3 %) en cinq ans. Inversement,

l'Espagne a vu son taux diminuer presque de moitié depuis 2014 pour s'établir à 5 %. De nombreux facteurs structurels influencent ces chiffres, comme le système de retraite ou la fiscalité.

En Allemagne, le taux d'épargne est passé de 16,9 % au premier trimestre 2015 à 18,1 % quatre ans plus tard. En France, il est resté quasiment stable, passant de 14,09 % à 14,32 % sur la même période. « Le pouvoir d'achat des ménages allemands, supérieur à celui des Français, les incite à économiser davantage », souligne Philippe Crevel, directeur du Cercle de l'Épargne.

La Lettonie est passée d'un taux d'épargne négatif, à un taux positif (3,3 %) en cinq ans.

L'augmentation dans plusieurs pays, survient alors même que les taux de rémunération sont à des niveaux historiquement bas. « L'épargne liquide et sans risque ne rapporte plus », explique Grégoire Naacke. Les ménages privilégient l'argent liquide, facilement accessible. Les liquidités et les dépôts sur les comptes constituent la principale composante du patrimoine financier des ménages au premier trimestre 2019, soit 40 % de leurs avoirs en Allemagne, Belgique, Espagne et Italie.

Marqués par les crises financières et un climat économique morose, les ménages ne sont pas prêts à prendre des risques. Aux investissements sur les marchés financiers, ils préfèrent les produits d'épargne réglementés, bien que peu rémunérateurs. Les choix d'épargne en France se portent principalement sur les contrats d'assurance-vie, qui représentent 49,6 % de leur patrimoine. — F. B.

Les dépôts à vue au plus haut historique à 1,106 milliard d'euros

[latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/les-depots-a-vue-au-plus-haut-historique-a-1-106-milliard-d-euros-826641.html](https://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/les-depots-a-vue-au-plus-haut-historique-a-1-106-milliard-d-euros-826641.html)
Par Delphine Cuny | 29/08/2019, 17:18 | 1034 mots



Les taux bas ne dissuadent pas les ménages ni les entreprises de mettre de l'argent de côté, au contraire. Les dépôts à vue, autrement dit les liquidités laissées sur les comptes courants, ce qui ne comprend pas les comptes sur livret ou les dépôts à terme, ont en effet encore augmenté le mois dernier pour atteindre 1,106 milliards d'euros. En juillet, ces dépôts « *continuent de croître à un rythme soutenu (+10,4% après +10,7% [en juin])* » soulignent les experts de la Banque de France dans une note publiée ce jeudi 29 août. Déjà, à fin décembre 2018, les dépôts à vue avaient atteint « *un plus haut niveau historique en France* », à 1,017 milliards d'euros, soit « *environ la moitié du PIB en 2018* ».

La croissance de 8,5%, enregistrée l'an dernier était certes eplus faible qu'en 2017, mais plus soutenue qu'en moyenne dans la zone euro (+6,9%). Les dépôts à vue français représentaient plus de 14% de ceux de la zone euro, un poids inférieur à celui de la France dans le PIB de la zone euro (19,2% selon Eurostat).

L'épargne des ménages pèse un peu moins de la moitié de ce total.

« Depuis 2015, les sociétés non financières françaises sont à l'origine de 53% des dépôts à vue, les ménages en représentant 42% », relèvent Youssef Mouheb et Guillaume Cousin, de la direction des statistiques monétaires et financières de la Banque de France, dans une **note** détaillée sur l'évolution de la monnaie et du crédit en 2018 également publiée ce jeudi.

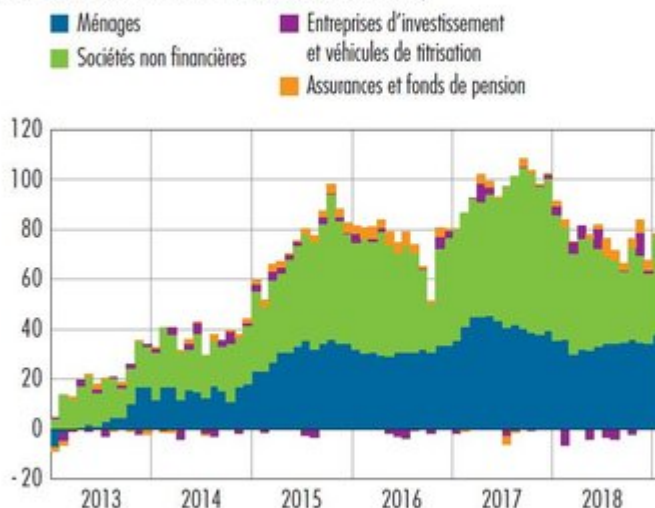
Le solde concerne essentiellement les assurances.

--

(Cliquez pour agrandir le graphique)

G2 Dépôts à vue en France (décomposés par contreparties)

(flux annuels non cvs, en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

[Dépôts à vue en France, en milliards d'euros par contreparties. Crédit : Banque de France]

--

Taux de rémunération réels négatifs

Ce record a été atteint « *malgré des taux de rémunération réels négatifs* », pointent ces experts. Retraitée de l'inflation, la rémunération réelle des dépôts à vue est négative depuis 2017, de façon convergente entre pays européens : en France, elle était en moyenne de -1,7% pour les entreprises (non financières) et de -1,2% pour les ménages l'an dernier. Autrement dit, les unes et les autres perdent de l'argent en laissant dormir leur épargne.

Tourisme : Paris reste au top
featured by

De leur côté, les banques européennes subissent un taux négatif de 0,40% depuis 2016 sur les liquidités excédentaires qu'elles laissent en sécurité au jour le jour dans les coffres de la Banque centrale européenne (BCE), ce qui leur a coûté plus de 7 milliards d'euros l'an dernier. Un effet secondaire que l'institution de Francfort envisage de compenser partiellement.

Même si la tendance était à la remontée des taux en fin d'année, la perspective est désormais plutôt à la baisse des taux d'intérêt, du fait de la faible inflation, comme l'a dit clairement la BCE fin juillet. Une action est même attendue dès septembre.

--

(Cliquez pour agrandir le graphique)

G16 Taux réel moyen pondéré de rémunération des dépôts des ménages et des sociétés non financières

(en % ; moyenne mobile sur 3 mois)

— France — Espagne
— Allemagne — Taux d'intérêt des opérations principales de refinancement
— Italie — Euribor 3 mois

a) Dépôts des ménages



[Crédit : Banque de France]

--

En France, les comptes courants rémunérés sont peu répandus et même de plus en plus rares, dans ce contexte de politique monétaire aux taux durablement bas; la Macif propose par exemple un taux de 0,20%, plafonné à un encours de 5.000 euros, pour son compte Bleu Anis.

Selon la Banque de France, les taux moyens de rémunération des encours des dépôts bancaires des comptes à vue étaient de 0,03% en juin 2019, quand ceux des comptes à terme se situent entre 0,77% et 1,43%. Les banques françaises ne prélèvent pas non plus de commissions sur les dépôts des particuliers, comme ont pu commencer à l'annoncer certaines banques au Danemark, en Allemagne ou en Suisse.

Les dépôts à vue, 1er produit d'épargne des ménages

Selon une étude du groupe BPCE (Banque Populaire Caisses d'Epargne) publiée en avril, l'encours des dépôts à vue des Français a atteint un record depuis 2009 à 422 milliards d'euros l'an dernier. Les ménages ont laissé dormir plus d'argent sur leurs comptes qu'ils n'en ont viré sur leurs livrets (A ou LDDS).

« Après une collecte de plus de 33 milliards d'euros en 2017 et 2018, les dépôts à vue devraient croître de 38,2 milliards d'euros cette année et de 30 milliards d'euros l'an prochain. Un niveau inédit », prédit Éric Buffandeau, le directeur adjoint des études chez BPCE, dans une note de juillet.

Il relève que les ménages ont laissé s'accumuler « près de 15 milliards d'euros » sur leurs comptes depuis le début de l'année 2019, « ce qui fait des dépôts à vue le premier produit d'épargne des Français. »

Les raisons de ces arbitrages financiers seraient « un environnement de taux d'intérêt négatifs, une faible inflation et une perception d'un marché boursier de plus en plus sophistiqué et professionnalisé qui les dissuade de chercher des placements légèrement mieux rémunérés.

« Ce qui conduit à une forme d'attentisme », selon Éric Buffandeau. Les mesures d'amélioration du

pouvoir d'achat, comme les "primes Macron", ont également pu soutenir ce regain d'épargne.

Les Français ont également continué à alimenter leurs contrats d'assurance vie : selon les chiffres publiés ce jeudi par la Fédération française de l'assurance (FFA), ils ont placé 16,7 milliards d'euros depuis le début de l'année, à fin juillet, en net (contre 14,2 milliards un an plus tôt), avec une collecte nette positive pour le septième mois consécutif (1,6 milliard d'euros).

Les comptes sur livrets sont aussi à la hausse, malgré un ralentissement (+4,6% en juillet), selon la Banque de France. Du côté du Livret A, la collecte nette s'est élevée à 13 milliards d'euros entre janvier et fin juillet selon la Caisse des Dépôts, contre 10 milliards l'année passée à la même période. Les livrets de développement durable et solidaire ont récolté 3,26 milliards (contre 1,89 milliard). Rémunérés à 0,75%, les livrets A et LDDS présentent eux aussi un taux de rémunération réel négatif, retraité de l'inflation (-0,2% et +1,1% en juillet sur un an selon l'Insee).